

157.0
 s.C.41.Pérou.100.0. - FZ/ba
 s.C.41.Col. 157.0

Berne, le 28 août 1970

Note de dossier

Séance du 24 août 1970 à
 Zurich de la Chambre de
 commerce latino-américaine
 en Suisse (résumé)

- Participants (voir annexe)
- Sujets: situation au Pérou et, accessoirement, en Colombie

I. Pérou

M. Seiler (Président): Il n'est pas certain que la nouvelle loi industrielle du 27 juillet 1970 et publiée le 30 soit appliquée telle quelle. Le règlement d'exécution n'a pas encore été promulgué. Il conviendrait d'agir avant qu'il ne sorte pour tâcher d'obtenir des assouplissements. La société Lima Light and Power n'est pas touchée par ces mesures.

M. Umbricht (CIBA): La nouvelle loi fait une distinction entre les secteurs public, privé et coopératif. En ce qui concerne les sociétés étrangères, elle prévoit l'obligation de conclure un accord avec l'Etat et de procéder à une réduction sensible de la part du capital étranger. Elle contient également un système de priorités qui implique, pour certains types d'entreprises, divers avantages d'ordre fiscal, en matière de crédits etc. Un troisième groupe de dispositions importantes est celui qui porte sur l'attribution aux travailleurs d'une part appréciable des bénéfices, ainsi que sur la constitution d'une "communauté industrielle".

Il faut enfin signaler l'impôt prévu de 2 % pour le financement de la recherche technologique.

Selon M. Umbricht, la loi sur l'industrie sera probablement maintenue, à moins d'un changement de gouvernement. On peut par contre espérer une certaine flexibilité au niveau des règlements d'exécution. C'est pourquoi il serait judicieux d'engager sans tarder le dialogue avec les autorités (c'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles CIBA a décidé de maintenir son projet de fabrique, fabrique à l'inauguration de laquelle M. Umbricht doit se rendre ces jours). Au cours de ces discussions, il s'agirait de plaider en faveur des points suivants:

1) liberté quant au choix du partenaire péruvien (avec la collaboration d'une banque) 2) allongement sensible des délais fixés pour la "péruanisation" des entreprises 3) maintien du management dans une seule main 4) répartition équitable des charges entre partenaires péruviens et étrangers 5) enfin, discussion du problème des réinvestissements.

La Chambre de commerce internationale et la Banque mondiale se préoccupent également de la situation. Il serait intéressant de connaître leur manière de voir.

M. Léchot (Division du commerce): donne connaissance des dernières nouvelles de notre ambassade à Lima. En ce qui concerne l'appréciation de la situation, il s'associe aux remarques de M. Seiler et estime également qu'il faudrait agir dès que possible et en tous cas avant la sortie du règlement d'exécution de la loi. Il relève que des instructions ont déjà été données à notre représentation pour l'engager à intervenir, si nécessaire, en cas d'urgence. Il offre enfin, de la manière la plus nette, les services de notre ambassade, soit pour l'immédiat, soit pour plus tard, ou encore sous forme d'un appui à M. Umbricht.

Les autres participants sont dans l'ensemble d'accord pour qu'on engage des discussions sans tarder avec les autorités péruviennes. Des propositions, visant à une action conjointe avec le "Vorort péruvien" présidé par M. Pedro Reiser ou avec le Conseil économique Suisse-Pérou ne sont, pour l'instant du moins, pas retenues. On estime en effet que la meilleure solution est que M. Umbricht discute directement des problèmes qui se posent avec les responsables péruviens qu'il doit rencontrer à l'occasion de l'inauguration de la fabrique CIBA. Un mandat lui est donné dans ce sens par la Chambre de commerce. Pour l'instant, une action de l'ambassade n'est pas demandée par cette dernière.

A noter encore l'intervention de M. Laubacher (Sudelektra) qui rappela que la Lima Light and Power pratique la péruanisation depuis plusieurs années et celle de M. Wehrli (UBS) selon lequel il conviendrait d'attirer l'attention des Péruviens sur le fait que le recours à des capitaux étrangers risque d'être plus difficile à l'avenir par suite des mesures qu'ils sont en train de prendre.

Ajoutons enfin que plusieurs participants firent aussi remarquer qu'il s'agissait d'agir dans cette affaire avec doigté de manière à ne pas heurter la susceptibilité des dirigeants péruviens.

II. Colombie

M. Umbricht se demande si l'exemple péruvien ne risque pas de faire école dans d'autres pays d'Amérique latine. Il cite à ce propos un passage d'un récent discours du Président de la Colombie où celui-ci s'est référé aux mesures péruviennes.

M. Léchet signale que, selon des nouvelles toutes fraîches de notre ambassade à Bogota, il ne semble pas y avoir lieu de s'inquiéter. Il ajoute cependant qu'un complément d'informations sera demandé à notre représentation au sujet des propos tenus par le président.

P.S. Faute de temps et vu l'urgence de l'information, il n'a pas été possible de faire une note de dossier plus détaillée, ni d'en soigner la forme.

Fz

Copie :

- à l'Ambassade de Suisse à Lima
- à la Division du commerce, à l'attention de M. Léchet
- à l'Ambassade de Suisse à Washington



TEILNEHMERLISTE

Direktionskomiteesitzung der Lateinamerikanischen Handelskammer
in der Schweiz vom 24. August 1970 in Zürich

Vorsitz:

Vizepräsident Th. E. Seiler
Generaldirektor

Schweizerischer Bankverein ZH

Teilnehmer:

O. Bauer, Generalsekretär	Lateinamerikanische Handelskammer	BS
S. Demiéville, stv. Direktor	Schweizerische Kreditanstalt	ZH
H. Michael, Prokurist		
Ad. H. Deucher, Direktionspräs.	Maschinenfabrik Rüti AG	ZH
V. Kobler, Direktor	Jacob Rohner AG Rebstein	SG
H. Koch, Verkaufingenieur	Rieter AG Winterthur	ZH
E. Laubacher, Verwaltungsrat	Südamerikanische Elektrizitäts- Gesellschaft Zürich	ZH
O. Meile	F. Hoffmann-La Roche & Cie AG	BS
R.S. Merten, Direktor	Schweizerischer Bankverein	ZH
M. Nizzola, Prokurist	AG Brown Boveri & Cie Baden	AG
Th. K. Oettli, Vize Direktor	Wild Heerbrugg	SG
P. Reinhart, Verwaltungsratspräs.	Gebr. Volkart AG Winterthur	ZH
Dr. E. Roesle, Direktor	Bank Leu & Cie AG	ZH
R. Rigg, Direktor	J.R. Geigy AG	BS
W. Schmidlin, Sekretär	Lateinamerikanische Handelskammer	BS
Dr. A. Semadeni, Direktor	Wild Heerbrugg	SG
W. Simpson, stv. Direktor	Hoffmann-La Roche & Cie AG	BS
O.M. Uhler, Vizepräsident	Adela Investment & Co Zürich	ZH
Dr. Dr. h. c. V. Umbricht, Ver- waltungsratsdelegierter	Ciba AG	BS
E. Wehrli, Direktor	Schweizerische Bankgesellschaft	ZH
E. Matthey, Direktor	André & Cie Lausanne	VD
R.M. Waegli	Sandoz AG Basel	BS
P. Arnold, Vizepräsident	Migros Genossenschaftsbund	ZH

Vertreter des Bundeshauses

Hr. Faillietaz, Politisches Departement (Sektion Handel und Finanz)
Hr. Keusch, Handelsattaché der Schweiz. Botschaft in Lima (Peru)
Hr. E. Léchet, Sektionschef der Handelsabteilung des EVD